

LE TRIANGLE DU POUVOIR

Alexander Stubb
président de la République de Finlande

LE TRIANGLE DU POUVOIR

*Occident, Orient, Sud global :
comment rééquilibrer l'ordre mondial*

Traduit de l'anglais par Johan-Frédéric Hel Guedj

TALLANDIER

Cet ouvrage est publié avec le concours du Centre national du livre.

Titre original : *The Triangle of Power.*

Rebalancing the New World Order

Copyright © 2026 by Alexander Stubb

Initialement publié en 2026 par Biteback Publishing Ltd
(Londres) et Columbia Global Reports (New York)

© Éditions Tallandier, 2026

pour la traduction française et la présente édition

7, cité Paradis – 75010 Paris

www.tallandier.com

Introduction

Nous sommes le 27 février 2022, trois jours après le début de la guerre en Ukraine. Depuis mon domicile, à Helsinki, je me trouve à quelques heures seulement de la Russie : une frontière de 1 340 kilomètres, demeurée en paix depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En lisant les informations, j'ai du mal à y croire : la guerre est de retour sur le continent, et ses implications menacent de mettre à rude épreuve un ordre mondial déjà fragilisé. J'envoie un SMS au ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

« Je vous en prie, mettez fin à cette folie. Vous êtes le seul à pouvoir arrêter ça. »

Lavrov me répond moins d'une minute après.

« Arrêter qui ? Zelensky ? Biden ? »

De la part de Lavrov, j'ai déjà entendu cette ligne de défense, mais cette fois-ci, elle ne saurait être recevable.

« Non. Vous savez ce que je veux dire, lui réponds-je. Cela va trop loin. L'histoire repose sur vos épaules. »

Sa réponse reprend la propagande russe habituelle.

« Où étiez-vous tous lorsque les Russes en Ukraine se faisaient assassiner et humilier ? La langue russe, l'éducation et les médias ont été interdits, et pendant ce temps l'Europe restait totalement silencieuse et encourageait même les néonazis [sic]. »

Je connais Lavrov depuis l'époque où j'étais ministre des Affaires étrangères et Premier ministre de la Finlande, et je sais que, tout en se montrant loyal envers la ligne officielle, il est suffisamment intelligent pour comprendre exactement ce qui se passe. J'essaie encore une fois.

« Il ne sert à rien de rejeter la responsabilité sur les autres. Il s'agit d'une question de vie ou de mort. Nous devons mettre fin à cela. »

Sans succès. Lavrov continue de me répondre dans la même veine. Le Service fédéral de sécurité russe (FSB) surveille sans aucun doute son téléphone, j'ai donc conscience qu'il ne va pas me répondre quelque chose comme : « Mais bien sûr, cher Alex, je vais tout de suite appeler Poutine. » Après un sixième message infructueux, j'interromps l'échange. Je suis en colère et déçu. Plus encore, j'ai l'impression que les plaques tectoniques de l'histoire sont en train de bouger.

Je comprends que nous avons dépassé le point de non-retour. La période de l'après-guerre froide est terminée. L'ordre planétaire, fondé sur des règles que l'Occident avait établies après la Seconde Guerre mondiale, est en lambeaux. L'idéal libéral, qui défend la démocratie et la liberté, ou qui du moins y aspire, subit une attaque en règle. Ce temps de vacance de l'Histoire est terminé. Nous sommes entrés dans une ère de désordre. Et nous ne savons rien de ce qui se prépare.

*

Il y a des moments dans les relations internationales où nous comprenons que le monde est en train de changer, mais où nous ne savons pas encore exactement où il va.

La planète est en proie au tumulte. Les valeurs des démocraties libérales sont remises en question par la

montée en puissance de régimes autoritaires à l'Est et au Sud et par des forces populistes en Occident. Des réseaux sociaux, instantanés et accessibles à tous, ont placé une arme puissante non seulement entre les mains des opposants politiques, mais aussi des groupes extrémistes qui cherchent à détruire la trame la plus essentielle de la démocratie. Les faits sont contestés, comme s'il s'agissait d'opinions subjectives, la vérité rejetée comme une simple question de choix.

Sur la scène internationale, le système commercial ouvert est en recul. Le président américain utilise les droits de douane comme monnaie d'échange sur un mode qui n'a pas de précédent. Avec sa politique « *America First* », la nouvelle administration remet en question la manière dont les États-Unis ont exercé leur leadership mondial depuis la fin de la guerre froide. Cette nouvelle ère pourrait en effet nécessiter de nouvelles façons de penser. Cependant, le risque de perturbation et de fragmentation est élevé.

Dans le même temps, la Chine affirme sa domination croissante dans les domaines économique, technologique et géopolitique. La Russie enfreint les règles internationales et les frontières souveraines sans broncher. Des missiles balistiques traversent le ciel du Moyen-Orient, en dépit des protestations de nations extérieures à la région. Des vides de pouvoir se comblent de toutes parts. Ce même pouvoir se déporte de l'Ouest vers l'Est et le Sud, avec un accent croissant placé sur la souveraineté nationale au détriment des règles internationales. Ce n'est pas le monde auquel nous nous attendions en Occident.

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a donné le signal : le monde avait changé. Elle nous a montré, aussi clairement que la traînée d'un missile,

que les hypothèses sur lesquelles nous nous appuyions depuis des décennies n'étaient plus valables. Nous constatons aujourd'hui que les éléments qui étaient censés nous rassembler – le libre-échange, la technologie, l'énergie et les marchés financiers mondiaux – peuvent également nous diviser. Nous avons appris que l'interdépendance économique ne garantit pas la paix. L'économie de marché n'assure pas le libre-échange. La démocratie libérale ne constitue plus une aspiration universelle. À la fin de la guerre froide, nous, Occidentaux, pensions que nos valeurs étaient destinées à devenir universelles. Au contraire, elles sont aujourd'hui en danger.

La menace nucléaire de Poutine – laissant entendre que Moscou pourrait très bien déployer des armes nucléaires tactiques si ses forces étaient confrontées à une crainte sérieuse en Ukraine – a suffi également à nous rappeler qu'une nouvelle guerre généralisée en Europe et au-delà pourrait s'avérer sans précédent dans l'histoire mondiale. Elle comporterait le risque terrible d'une destruction mutuelle. La prolifération est devenue un danger réel et présent. Neuf États possèdent actuellement des armes nucléaires (l'Inde, Israël, le Pakistan et la Corée du Nord, ainsi que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie). Cependant, il existe presque autant d'États dits « du seuil nucléaire » qui, s'ils en décident ainsi, sont technologiquement proches de rejoindre le club.

C'est l'équivalent pour notre génération de 1918, 1945 ou 1989. Les prochaines années détermineront la dynamique du nouvel ordre international pour le reste du siècle, ou du moins pour les décennies à venir. Le résultat

aura un impact fondamental sur notre mode de vie. Ce qui est certain, c'est que l'ordre mondial tel que nous le connaissons – les structures de pouvoir, les relations entre les régions et les pays et les principes fondamentaux qui les guident – sera appelé à renaître. Ce que nous ne pouvons pas encore savoir, c'est quelle forme revêtira le nouveau monde.

Les enjeux ne sauraient être plus élevés. Il s'agit de rééquilibrer le nouvel ordre mondial. Ce nouvel ordre s'appuiera-t-il sur la coopération multilatérale, sur des règles partagées et sur des institutions communes ? Ou nous dirigeons-nous vers un monde multipolaire et transactionnel où les grandes puissances auront plus de poids que des règles partagées ? Serons-nous gouvernés par des démocraties numériques bienveillantes ou par des dictatures numériques hostiles, ou le cas échéant par une combinaison des deux ? Les nations deviendront-elles individuellement plus fortes à mesure que les marchés mondiaux s'affaibliront ? Le nationalisme peut-il coexister avec une reconnaissance commune d'intérêts mutuels ? Pouvons-nous trouver des solutions communes à nos défis planétaires les plus importants : le climat, la technologie et les migrations ?

La réponse à ces questions dépend de nous. Nous détenons le pouvoir d'agir. Ceux d'entre nous, en Occident, qui croient aux valeurs de la démocratie, de la liberté et de la coopération mondiale ne peuvent plus se reposer sur leurs lauriers du XX^e siècle. Nous ne pouvons pas rester en marge de cette nouvelle compétition. Nous devons nous engager, auprès de nos collègues des quatre coins du globe, avec une créativité et une humilité renouvelées, afin de

déterminer où se situera – et où devrait se situer – l'équilibre entre des forces mondiales en mutation.

Pour ce faire, nous devons tirer d'importantes leçons de l'Histoire tout en nous débarrassant des hypothèses confortables qu'elle nous a léguées. Il nous faut avoir une vision claire de nous-mêmes, de notre monde en mutation et de la place que nous y occupons. Ensuite, il nous incombe d'agir pour orienter le nouvel ordre mondial vers la stabilité, la démocratie, la coopération et la paix.

C'est un défi de taille. Pourtant, c'est à cela que veut œuvrer ce livre.

Quand nous pensions que l'histoire avait pris fin

Le parcours qui m'a mené à devenir président de la Finlande est parallèle à l'évolution de l'ordre mondial.

Je suis un enfant de la guerre froide. Né et élevé en Finlande, qui a passé plus d'un siècle à conquérir son indépendance par rapport à la Russie, j'ai grandi en me méfiant de tout ce qui était soviétique. Et pour cause. Nos livres d'histoire racontaient des siècles de conflits sanglants et une violente guerre civile face à l'ingérence des bolcheviques au lendemain de notre indépendance en 1917. Mon grand-oncle, Emil Nestor Setälä, était l'un des auteurs de la déclaration d'indépendance finlandaise. Pour nous, la Russie a toujours été davantage une menace qu'une opportunité, mais en tout cas une réalité avec laquelle nous devons composer. Toujours. Hier, aujourd'hui et dans le futur.

Nous ne pouvons pas modifier notre position géographique. La Russie sera toujours notre voisine. Je me

souviens de mes grands-parents me racontant des histoires de la Seconde Guerre mondiale, que nous appelions la « guerre d'Hiver » et la « guerre de Continuation ». Après l'agression soviétique, nous avons finalement dû céder le dixième de notre territoire, comprenant Viborg et Käkisalmi, les villes où mes grands-parents paternels et mon père étaient nés. Mon grand-père maternel a marché sur une mine soviétique en 1941 et failli y perdre la vie. Le côté positif, c'est qu'il a rencontré sa future épouse, ma grand-mère, pendant sa convalescence à l'hôpital. Tout cela ne fait pas de moi un antirusse. Je suis simplement réaliste quant à ce qu'était, ce qu'est et ce que sera la Russie.

J'ai eu plus de chance que mes grands-parents. Non seulement j'ai grandi à une époque relativement paisible et stable, mais toute ma carrière professionnelle d'universitaire, de fonctionnaire et d'homme politique s'est déroulée après la guerre froide. J'ai toujours cru en l'interdépendance de la théorie et de la pratique. Pour comprendre les relations internationales, il est utile de se former une expérience du monde universitaire et du monde politique. J'ai eu la chance d'acquérir l'expérience directe de l'une et de l'autre.

J'ai entamé mes études de sciences politiques et des relations internationales à l'université Furman aux États-Unis en 1989. Lors de la chute du mur de Berlin, à l'automne de la même année, j'ai eu l'impression que des décennies s'écroulaient sous nos yeux. Je ne peux pas prétendre avoir vraiment saisi l'ampleur de ce qui se passait, mais avec le recul, je me rends compte aujourd'hui que la chute du mur a déclenché une réaction en chaîne qui a finalement mis fin à une époque.

Les choses ont évolué rapidement. L'Allemagne a été réunifiée. L'Europe centrale et orientale a été libérée du joug du communisme. Et finalement, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, quinze États indépendants se sont créés. L'ordre mondial bipolaire, fondé sur un équilibre prudent des pouvoirs entre une Union soviétique communiste et autoritaire et des États-Unis capitalistes et démocratiques, est devenu unipolaire : les États-Unis étaient la superpuissance incontestée. Les marchés et la liberté l'avaient emporté. L'Occident avait gagné. L'ordre mondial libéral, avec ses règles, ses normes et ses institutions, triomphait.

Je me souviens encore de ce moment électrisant. Nous avions le sentiment que les quelque deux cents États-nations du monde allaient désormais s'orienter vers la démocratie libérale, la liberté et l'économie sociale de marché¹. Francis Fukuyama a écrit sur « la fin de l'histoire ». J'ai trouvé son livre remarquable.

L'Union européenne était un laboratoire pour la mise en commun de la souveraineté entre les États-nations. L'intégration dans un domaine pousserait à s'intégrer dans un autre. L'Est rejoindrait l'Ouest. Le Nord s'unirait au Sud. La mondialisation conduirait à l'interdépendance économique. La technologie nous rapprocherait et accélérerait la conversion vers la démocratie mondiale. La guerre deviendrait impossible. Les civilisations s'uniraient plutôt que de s'affronter. Le monde ne ferait plus qu'un. Paix éternelle, amour, champs verts et arcs-en-ciel.

1. Ici et tout au long de cet ouvrage, j'entends « libéral » au sens classique et non au sens politique, celui de la défense d'une société ouverte et des valeurs de la démocratie, telles que la liberté d'expression et l'État de droit.

J'ai même parié une bouteille de champagne avec l'auteur Jari Tervo que la Russie deviendrait une démocratie libérale respectant les règles et les normes internationales. J'ai perdu ce pari. Mais j'avais vraiment l'impression qu'une longue vacance de l'Histoire avait commencé.

Le premier problème que pose ce point de vue, c'est évidemment qu'il est essentiellement occidental, voire eurocentrique. J'examinais les réalités de mon propre point de vue finlandais, nordique et européen, et à travers un prisme transatlantique. C'est ainsi que nous sommes, nous les humains : prisonniers de notre expérience et de notre identité.

Le deuxième problème de cette conception, c'était sa fausseté. Je me console en me disant que je viens d'un pays relativement petit et prospère, sans passé impérialiste ou colonial. Au contraire, nous avons été sous domination impériale. En même temps, il est vrai que je viens de l'Occident global, qui a été la force la plus dominante dans la politique et l'économie mondiales depuis des décennies, voire des siècles. Cependant, il est essentiel de ne pas se laisser aveugler par son expérience et par sa vision du monde, au point de ne pas voir les changements qui se produisent sous nos yeux. En effet, si l'on ne voit pas cela clairement, on risque de commettre exactement les mêmes erreurs qui nous ont menés là où nous en sommes aujourd'hui.

Quand l'ordre est devenu désordre

Alors que l'ordre mondial continuait d'évoluer, j'ai évolué moi aussi. J'ai poursuivi mes études en France et en

Belgique, avant d'obtenir un doctorat en relations internationales à la London School of Economics, au Royaume-Uni. Avant de devenir député au Parlement européen, j'ai officié au ministère finlandais des Affaires étrangères, à la représentation finlandaise auprès de l'Union européenne à Bruxelles et pour le président de la Commission européenne, Romano Prodi. Ensuite, je suis devenu ministre des Affaires étrangères, ministre de l'Europe et du Commerce, Premier ministre et ministre des Finances de la Finlande. À ces postes, j'ai traité des crises mondiales allant de la guerre en Géorgie au changement climatique, de l'euro aux demandeurs d'asile, des affaires nationales aux affaires internationales. J'ai été membre de gouvernements composés de partis traditionnels et populistes de gauche, de droite et du centre. J'ai rencontré et continue de rencontrer des centaines de dirigeants, des dictateurs aux démocrates, à travers le monde. J'étais là où les choses se passaient, si j'ose dire. Depuis cette place privilégiée, j'ai observé les premiers changements qui ont conduit au bouleversement géopolitique auquel nous sommes confrontés aujourd'hui.

Le monde a longtemps semblé assez ordonné. La guerre froide était bipolaire, alimentée par la concurrence entre deux systèmes parallèles, le communisme et le capitalisme, et deux superpuissances, les États-Unis et l'Union soviétique. La rivalité était aussi idéologique que militaire et économique mais, grâce aux structures de coopération créées pendant la dangereuse phase initiale de confrontation, elle ne s'était jamais étendue au-delà de conflits par procuration. Je ne minimise pas le poids ou la tragédie inhérente à ces conflits, mais les deux superpuissances nucléaires ont principalement su maintenir leurs combats dans les voies du dialogue.

Au début de l'après-guerre froide, le monde était unipolaire, dominé par les États-Unis, soutenus par leurs alliés et partenaires libéraux, et orienté vers la mondialisation. Cependant, un problème se posait, l'Occident n'ayant pas compris qu'il fallait faire preuve d'humilité dans la victoire. Dans les relations internationales, cela signifie qu'il faut donner une voix à ceux qui ont perdu ou, plus important encore, à ceux qui ont le sentiment de ne pas avoir leur mot à dire dans le système actuel de gouvernance mondiale.

Il s'est agi là d'une erreur morale et stratégique de la part de l'Occident. Vers la fin de la première décennie de ce siècle, le monde est peu à peu devenu plus autoritaire, multipolaire et intrinsèquement plus complexe. Il n'y avait plus de superpuissance ou de chef de file unique, ni d'épicentre du pouvoir clair et défini. Les États-Unis se sont peu à peu retirés de leurs responsabilités internationales après les échecs coûteux de leurs guerres en Afghanistan et en Irak, en réaction aux attaques terroristes d'Al-Qaïda du 11 Septembre. La Chine est devenue une superpuissance lorsque son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce a entraîné une expansion rapide de ses exportations et de sa croissance économique. Le modèle économique occidental, ancré dans les marchés mondiaux libéraux, a vu sa réputation sérieusement écornée par la crise financière mondiale de 2008. Les États-Unis n'étaient désormais plus seuls à diriger la politique mondiale.

Pour comprendre l'importance de ce changement, il est essentiel de souligner la différence entre *multilatéralisme* et *multipolarité*. Le multilatéralisme est un système de coopération planétaire fondé sur des institutions internationales et sur des règles communes, le type de dispositif

que les Alliés se sont efforcés de mettre en place après la Seconde Guerre mondiale, avec l'ONU en son centre. Les principes fondamentaux de l'ordre international multilatéral s'appliquent de manière égale à tous les pays, quelle que soit leur taille. La multipolarité est un oligopole du pouvoir. Dans un monde multipolaire, il existe plusieurs centres de pouvoir, ou pôles, souvent en rivalité les uns avec les autres. Cela peut conduire à des comportements opportunistes et de pure circonstance, ainsi qu'à une série d'alliances et de partenariats changeants, basés sur les intérêts immédiats des États-nations.

La multipolarité n'implique pas une répartition égale du pouvoir. Dans un monde multipolaire, les pays petits et moyens en particulier ont une préoccupation, celle d'être laissés pour compte, les grandes puissances concluant des accords sans les consulter. Nous pouvons déjà en entrevoir les signes dans l'ordre multipolaire qui émerge actuellement. Alors que le multilatéralisme conduit à l'ordre, la multipolarité qui ne tient pas compte des règles et des institutions internationales tend vers le chaos, le désordre et les conflits.

Sous sa forme simplifiée, je dirais que la bataille pour un nouvel ordre mondial oppose « Yalta » et « Helsinki ». La conférence de Yalta, en 1945, a permis aux puissances alliées de la Seconde Guerre mondiale (les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique) de jeter les bases d'un ordre d'après-guerre fondé sur les intérêts des grandes puissances. En 1975, les accords d'Helsinki, signés par trente-cinq États, ont créé une structure de sécurité européenne fondée sur des règles et des normes applicables à tous. Toute question de dimension mise à part, Yalta était multipolaire. Helsinki était multilatéral.

Or, le pendule de la politique mondiale a basculé vers le désordre précisément au moment où l'ordre serait nécessaire pour faire face aux trois grandes tendances mondiales de notre époque : la démographie, le climat et un progrès technologique rapide. Il ne sert à rien de pleurer sur le lait renversé, mais si l'Occident avait été plus conciliant – et plus humble –, bon nombre de risques liés au conflit actuel auraient pu être évités.

Est-il trop tard ? Absolument pas. À condition, bien sûr, de réviser correctement notre position.

J'ai quitté la politique au jour le jour en 2016, après huit ans au gouvernement. Considérant que ma carrière politique était terminée, j'ai d'abord occupé le poste de vice-président de la Banque européenne d'investissement, puis celui de professeur et directeur de l'École de gouvernance transnationale à l'Institut universitaire européen de Florence. C'était là que je me trouvais le 24 février 2022, lorsque tout ce que je croyais savoir a changé.

Quand une semaine définit une décennie

À la veille de la révolution russe, Vladimir Ilitch Lénine aurait déclaré : « Il y a des décennies où rien ne se passe, et il y a des semaines où des décennies se produisent. » Je suis rarement d'accord avec les révolutionnaires communistes, mais sur ce point, le camarade Lénine avait tout à fait raison. Poutine avait l'intention de prendre Kiev et de revendiquer l'Ukraine comme faisant partie de la « Grande Russie ». Cependant, il a commis une erreur stratégique et tactique colossale. L'Ukraine a riposté. L'Occident a réagi avec une unité et une détermination sans précédent.

Pendant ces semaines d'hiver, des décennies se sont produites.

Il existe naturellement de nombreuses dates que l'on pourrait choisir pour marquer la fin de l'ère post-guerre froide, ou le passage d'un ordre unipolaire à un désordre multipolaire, ou encore l'effondrement de l'ordre mondial libéral. Certains affirment que ce déclin a commencé par le 11 Septembre, qui était somme toute une attaque terroriste non étatique contre les valeurs, l'hégémonie et le mode de vie occidentaux. D'autres considèrent que le double choc de la guerre en Géorgie et de la faillite de Lehman Brothers en 2008 a sonné le début de la fin de la domination occidentale, ou du moins le début d'un monde post-américain et l'ascension des autres, comme l'a écrit le journaliste américain Fareed Zakaria. Le capitalisme de libre marché à part entière s'est révélé imparfait.

Pour ma part, je choisis pour marquer la fin de l'ère post-guerre froide la date du 24 février 2022, car la guerre de Poutine contre l'Ukraine a constitué l'attaque la plus flagrante contre l'ordre mondial, fondé sur des règles, aux effets seulement comparables au tumulte de 1989, après la chute du mur de Berlin. Non seulement l'invasion a reflété le changement mondial, mais elle l'a également accéléré. Ce jour-là, le monde a été contraint de prendre position : pour, contre ou quelque part entre les deux. Nous assistons aujourd'hui à l'émergence de nouvelles alliances et allégeances dans un monde multipolaire et foncièrement fragmenté. La guerre a été le point de basculement d'une série d'événements qui ont amorcé une mutation de l'ancien ordre mondial.

L'invasion a déclenché ce changement, car les règles et les normes censées garantir la paix, la sécurité et la stabilité

ont été ouvertement violées par la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. La guerre en Ukraine est devenue le reflet du nouveau désordre mondial, de ce qui allait advenir ou de ce qui était déjà en train de se produire. Une majorité de pays ont condamné l'agression russe à l'ONU (141). D'autres se sont abstenus (35). Seule une poignée l'ont soutenue (5). Surtout, seuls 40 des quelque 200 États membres ont fini par sanctionner la Russie pour son action (la condamnation est une déclaration, les sanctions sont une action). Aucun pays d'Afrique ou d'Amérique latine ne l'a sanctionnée. Seuls quelques pays d'Asie ont osé.

Il y a pour nous une leçon à en tirer : dans ce nouveau monde, les valeurs que nous, Occidentaux, pensions chères à tous, n'étaient en réalité chères qu'à nous-mêmes. Et, par extension, l'ordre mondial n'était pas non plus celui que nous supposions.

L'année suivante, la Finlande a rejoint l'Otan et mon parti m'a demandé de me présenter à l'élection présidentielle. J'ai quitté le monde universitaire et suis retourné en Finlande pour me présenter aux élections. Et me voici, treizième président de la République de Finlande, chargé de la politique étrangère et des forces de défense du pays dans un monde en mutation rapide.

Le triangle du pouvoir

Cet ouvrage repose sur un argument central. Les principales forces qui façonnent notre monde émergent représentent un triangle du pouvoir : l'Occident, l'Orient et le

Sud. Et l'interaction entre ces trois forces déterminera en fin de compte la forme du monde à venir.

Permettez-moi de vous expliquer comment je suis parvenu à cette conclusion.

Lorsque nous cherchons à mettre de l'ordre dans un monde en désordre, ou lorsque nous essayons de trouver un nom pour une nouvelle ère encore émergente, il est toujours utile de commencer par la géographie. En tant que Finlandais, je sais toute l'importance de cette géographie. Nous sommes, comme l'a écrit Tim Marshall, *Prisonniers de la géographie*. Cette dernière est liée à de nombreux facteurs qui influent sur le succès ou l'échec des États ou des continents : la nature, les ressources naturelles, la sécurité, l'alimentation, les voisins, les conditions de vie, le climat, le commerce, les transports et bien d'autres encore.

Sous sa forme la plus simple, le monde d'aujourd'hui peut être divisé en trois sphères géopolitiques : l'Occident global, l'Orient global et le Sud global. Il ne s'agit pas de blocs ou de pôles traditionnels mais, malgré leur diversité interne, ils partagent des conceptions plus ou moins similaires en matière de valeurs et d'intérêts dans l'ordre mondial émergent. L'Occident global et l'Orient global se situent aux deux extrêmes. Le Sud global se trouve au milieu et détient le pouvoir de décider dans quelle direction le pendule va osciller.

L'Occident global est composé des États-Unis, de l'Europe et d'un certain nombre de leurs alliés démocratiques à travers le monde, notamment le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et la Corée du Sud, pour n'en citer que quelques-uns. Le G7, l'Union européenne (UE) et leurs alliés du Pacifique – le noyau dur de l'Occident mondial – représentent environ 15 % de la population mondiale

et plus de 50 % de l'économie mondiale. L'Occident global, dirigé par les États-Unis, a traditionnellement défendu l'ordre mondial libéral actuel, fondé sur des règles. La plupart des pays de l'Occident global s'appuient sur un système de gouvernance fondé sur la démocratie libérale, l'économie sociale de marché, les droits et libertés fondamentaux.

Je reconnais volontiers que cette définition comporte une faiblesse potentielle : le reste de l'Occident global devra déployer des efforts considérables pour convaincre le président Trump que l'ordre mondial libéral est dans l'intérêt des États-Unis. Personnellement, je considère que nous devrions nous garder de tirer des conclusions hâtives sur la fin d'un partenariat transatlantique vieux d'un siècle. Les valeurs et les intérêts de l'Occident mondial l'emportent sur la manière dont nous les mettons en œuvre.

L'Orient global est dirigé par la Chine et soutenu par la Russie et par un certain nombre de régimes autocratiques moins puissants, notamment la Biélorussie, la Corée du Nord et l'Iran. Ces cinq pays clés de l'Orient global représentent environ 20 % de la population et du PIB mondiaux. Cet Orient global remet en question l'ordre mondial actuel et cherche à réécrire le système international de règles, de normes et d'institutions. Il croit en la souveraineté inviolable des États et en la non-ingérence dans les droits humains et les libertés universels, ainsi qu'en l'autocratie plutôt qu'en la démocratie. La Russie souhaite un retour au monde du XIX^e siècle, caractérisé par des « sphères d'influence », dans lequel les grandes puissances prennent les décisions dans leur zone d'influence. Les avancées militaires de la Chine en mer de Chine méridionale participent de la même doctrine.

Le Sud global, c'est-à-dire la majorité de la planète, est principalement composé de pays d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine. Ce groupe représente plus de la moitié des nations et de la population mondiales, mais moins d'un quart du PIB mondial. L'Inde, l'Indonésie et le Pakistan sont des États clés du Sud global en Asie. L'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigeria sont des acteurs importants du Sud global africain. L'Arabie saoudite est un protagoniste important dans la région du Golfe, et le Brésil le chef de file du Sud global en Amérique latine.

Il existe évidemment des chevauchements entre ces sphères. De nombreux pays d'Amérique latine, par exemple, se considèrent comme faisant partie à la fois de l'Occident global et du Sud global. Il en va de même pour l'Inde et la Turquie, qui mènent une politique étrangère multivectorielle dans de nombreuses directions différentes.

Les nations du Sud sont évidemment très diverses. Elles comprennent des démocraties et des autocraties, ainsi que des États riches et pauvres. Elles sont sous-représentées dans l'ordre mondial actuel, et cela constitue leur dénominateur commun. Elles manquent d'influence et souhaitent une redistribution du pouvoir en leur faveur. Et, comme je l'explique dans cet ouvrage, elles sont susceptibles d'obtenir ce qu'elles souhaitent.

Quand une décennie définit un siècle

Si Lénine était encore en vie, il actualiserait peut-être son observation et ajouterait qu'il y a aussi des décennies qui font des siècles. Pourquoi ? Parce que la prochaine

décennie posera très probablement les fondements de l'ordre mondial de ce siècle.

Je soutiens dans cet ouvrage que notre avenir collectif sera forgé par la prévalence et l'équilibre de trois dynamiques au sein du triangle du pouvoir : la compétition (ou la rivalité), le conflit et la coopération. La première, au moins, relève de la certitude, et c'est potentiellement une composante saine. Elle occupera sans aucun doute une place prépondérante dans des domaines tels que l'économie, la technologie et l'armée, comme c'est déjà le cas aujourd'hui. L'émergence de conflits et de coopérations dépendra toutefois de la manière dont nous gérerons la rivalité. La rivalité entre les trois sphères mondiales pourrait dégénérer en conflit, en particulier dans un monde où tout, de la technologie à l'énergie en passant par la monnaie, l'information et le commerce, peut être utilisé comme une arme. Ces mêmes outils pourraient également devenir des instruments de coopération, mais seulement si nous nous mettons collectivement d'accord sur un nouvel ensemble de normes et d'institutions mondiales.

À l'intérieur du triangle du pouvoir, chaque domaine défend son ensemble d'intérêts propres qui influencent cette dynamique. Le cœur de la ligne de partage Est-Ouest réside dans la concurrence géostratégique entre les États-Unis et la Chine : la puissance établie contre la puissance montante. Cette rivalité concerne la haute politique. Elle est systémique et stratégique, et concerne autant l'ordre mondial que le pouvoir régional. Elle résume une rivalité idéologique entre deux systèmes de gouvernance : la démocratie et l'autocratie, ou la liberté et le contrôle. Dans le même temps, les deux camps croient, du moins en théorie, au libre-échange et à la mondialisation. Ils

divergent sur les règles et sur les principes qui devraient régir le système. L'Occident, ou du moins une majorité de celui-ci, souhaite conserver l'ordre multilatéral, tandis que l'Orient souhaite reconstruire le système sur la base de la multipolarité.

Le Sud global n'est pas dans une position agnostique par rapport à l'ordre mondial émergent ; au contraire, il souhaite pouvoir peser sur ce système. Cependant, il ne souhaite pas nécessairement prendre parti entre l'Occident et l'Orient. Les positions d'une nouvelle cohorte de puissances moyennes telles que la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud et l'Inde sont transactionnelles plutôt qu'idéologiques. Elles concluront des accords selon leur convenance. Il n'est pas dans l'intérêt du Sud global de présenter le monde selon un paradigme simpliste du « nous contre eux ». Afin de maximiser son autonomie et sa flexibilité, il souhaite conserver la possibilité de choisir, en fonction des enjeux. Il est davantage intéressé par un accès équitable et égal aux biens mondiaux qui affectent son développement économique et politique. Et, bien qu'il ne s'agisse pas d'une entité unique, géographiquement ou idéologiquement, il souhaite avoir véritablement sa place dans les structures décisionnelles des institutions multilatérales et dans les flux du commerce mondial.

De manière générale, cela explique également pourquoi le Sud global est resté plus neutre et moins engagé dans la guerre en Ukraine. L'Inde offre un exemple frappant de la complexité et du chevauchement des allégeances de la nouvelle carte géopolitique. Son émergence en tant que grande puissance asiatique et ses différends frontaliers historiques avec Pékin l'ont amenée à se rapprocher de plus en plus des États-Unis, afin de créer un contrepoids par

rapport à la Chine. Cependant, à la suite de la guerre en Ukraine, elle a privilégié ses relations étroites avec la Russie plutôt que son allégeance à l'Occident. Le pétrole russe compte plus que les applaudissements de Washington ou de Berlin.

Où cela nous situe-t-il aujourd'hui ?

Il y a plus de vingt siècles, l'historien grec Thucydide a identifié un risque qui, en période de bouleversements, conduit souvent les grandes puissances à la guerre. Le politologue Graham Allison a appelé ce risque le « piège de Thucydide ». Ainsi que l'historien grec l'a écrit lui-même : « C'est l'ascension d'Athènes et la crainte qu'elle a inspirée à Sparte qui ont rendu la guerre inévitable. » Selon Graham Allison, au cours des cinq cents dernières années, une puissance dominante a été défiée par une puissance montante à plus d'une dizaine de reprises. Le plus souvent, cela s'est terminé par une guerre.

Les déterministes de la géopolitique prédisent avec pessimisme que le monde est à nouveau confronté au piège de Thucydide, un affrontement inévitable entre la grande puissance historique que sont les États-Unis et leur rivale montante, la Chine. Il est toutefois plus utile de se demander comment nous pouvons rééquilibrer et refondre le système international afin de garantir la sécurité et la prospérité communes. L'Orient mondial affirme (de manière intéressée) que la multipolarité apportera des avantages matériels aux nations privées de leurs droits. Le résultat le plus souhaitable serait que l'Occident global remodèle le

multilatéralisme afin qu'il fonctionne véritablement pour tous.

Nous pouvons nous fourvoyer, comme cela s'est produit après la Première Guerre mondiale, lorsque la Société des nations n'a pas réussi à empêcher la rivalité entre les grandes puissances et que nous avons fini par sombrer dans une nouvelle guerre mondiale. À l'inverse, nous pourrions réaliser un quasi-sans faute, comme cela s'est produit après la Seconde Guerre mondiale avec la création des Nations unies. En d'autres termes, la prochaine décennie (et par conséquent le prochain siècle) pourrait bien se passer, pourrait mal se passer, ou pourrait très mal se passer. Elle pourrait aboutir à un équilibre des pouvoirs et à une coopération planétaire, ou bien à une guerre mondiale. Ce qui devrait être clair pour tous, c'est qu'à l'ère des armes nucléaires, les enjeux sont plus importants que jamais. L'Occident, l'Orient et le Sud ont tous un intérêt vital à empêcher l'utilisation et la prolifération des armes nucléaires.

Jusqu'à présent, l'Orient global a été surtout été attentif au rôle clé du Sud global dans la course pour décider de la forme d'un nouveau système international. Quelle que soit la superpuissance supposée qui souhaite voir son modèle prévaloir, à l'Est ou à l'Ouest, elle devra trouver un moyen efficace d'amener le Sud à la suivre.

La promesse de cet ouvrage

Dans ce livre, mon objectif consiste à vous fournir les connaissances et les analyses nécessaires pour comprendre la voie à suivre, en mettant à votre disposition les

enseignements tirés de mon expérience dans les domaines universitaire et politique, théorique et pratique. Mon but est d'expliquer où en est le monde un quart de siècle après le début du nouveau millénaire. L'ouvrage se divise en trois parties, correspondant au passé, au présent et à l'avenir.

Dans la première partie, j'analyse comment nous en sommes arrivés là, l'évolution de *l'ordre vers le désordre*, et je fournis un cadre pour comprendre comment le pouvoir doux, le pouvoir dur et le pouvoir intelligent ont façonné le monde. Cette compréhension de notre passé récent est essentielle pour voir clairement notre présent. Elle illustre le principe fondamental selon lequel le pouvoir n'est jamais statique, et les relations internationales, encore moins.

Dans la deuxième partie, j'explique *l'équilibre* actuel des pouvoirs entre l'Occident, l'Orient et le Sud. Les démocraties et les autocraties sont confrontées à des défis structurels similaires : démographie, changement climatique, économie, technologie et bien-être. Si les exigences naturelles en matière de sécurité et de prospérité ne sont pas satisfaites, les peuples et les États commenceront à rechercher des alternatives. Comprendre les conditions actuelles nous permet de lire les choix (dont certains sont inconfortables) qui se présentent à l'Occident.

Dans la troisième partie, je préfigure les dynamiques qui façonneront le XXI^e siècle, en posant la question de savoir *comment* nous pouvons tirer le meilleur parti de cette rivalité, prévenir les conflits et promouvoir la coopération. C'est là que nous traduisons la compréhension en action. Je soutiens que si l'Occident veut conserver un rôle central dans le pouvoir mondial, il devra s'orienter

vers une politique étrangère plus digne et réajuster l'équilibre entre principes et pragmatisme, une approche que je qualifie de *réalisme fondé sur les valeurs*.

En pratique, cela signifie que nous, Occidentaux, n'obtiendrons pas exactement ce que nous voulons. Nous devons accepter des compromis. Et nous ne pouvons pas faire cavalier seul. L'Occident mondialisé dispose encore de nombreux outils de pouvoir parmi les plus importants : économiques, technologiques, militaires. Mais c'est également le cas de l'Orient mondialisé et de nombreuses régions du Sud mondialisé. Cependant, si nous faisons preuve de sagesse, nous pouvons agir de manière stratégique pour faire pencher la balance vers la démocratie, la coopération et le bien-être mutuel.

Les acteurs changent, tout comme les règles du jeu, et le monde finira par retrouver l'ordre à partir du désordre. La grande question consiste à savoir dans quelle mesure l'ordre libéral actuel peut être maintenu et dans quelle mesure la rivalité entre des États aux systèmes politiques opposés et aux ambitions nationales étroites peut être contenue dans un cadre de coopération multilatérale et régionale.